

provinces en état de leur fournir les produits industriels qui leur sont nécessaires. Il ne faut pas que les sacrifices faits pour augmenter leur population ne servent qu'à enrichir les États-Unis en leur donnant des clients. La politique du patriotisme vaut mieux, après tout, même au point de vue purement pratique, que la politique de l'égoïsme. Les nations fortes sont celles où chaque Etat, chaque province, chaque ville, chaque individu sait faire des sacrifices pour l'intérêt commun, pour l'intérêt suprême de l'Etat.

On me permettra ici d'exprimer une opinion qui, je le sais, n'est pas partagée par tous les honorables membres de cette chambre, mais qui est fortement enracinée dans mon esprit, c'est que pour donner aux provinces les moyens de faciliter le développement moral et matériel des provinces; pour leur procurer les moyens de pourvoir aux besoins les plus pressants de la colonisation et de l'éducation, le gouvernement devrait remanier les subsides fédéraux. Il n'y a pas de doute que ces subsides ont été basés sur des hypothèses illusoires, sur des calculs erronés et que la disproportion entre les droits de douanes et d'accise cédés par les provinces et la compensation qu'elles reçoivent, devient de plus en plus évidente. Les surplus ont beau s'accumuler dans le trésor fédéral, la population a beau augmenter, la compensation reste toujours la même, et les provinces sont incapables de faire les choses les plus nécessaires à leur progrès. Elles me font l'effet de Lazare souffrant à la porte du riche, et pourtant, comme Lazare, elles se contenteraient bien des miettes de la table, des miettes qui tombent du trésor fédéral. Le gouvernement fédéral ne doit pas oublier que ce qu'il donnerait d'une main, il le retirerait de l'autre, que c'est lui surtout qui profiterait de ce que les provinces feraient pour augmenter leur population.

Il faut encore que non seulement les provinces sachent concilier leurs intérêts matériels avec l'intérêt commun du pays, mais encore que les diverses nationalités dont se compose la Confédération comprennent que l'avenir et le bonheur du Canada dépendent de la paix et de l'harmonie qui régneront entre elles.

L'histoire, toujours pleine d'enseignements, nous indique la voie que nous devons suivre pour atteindre cette fin.

Il est dans les dernières luttes que les
Hon. M. DAVID.

Anglais et les Français se livrèrent sur les Plaines d'Abraham un fait dramatique: c'est la mort de Wolfe et de Montcalm, du vainqueur et du vaincu, aussi glorieux, aussi dignes l'un que l'autre des hommages et de l'admiration des deux grandes races qu'ils représentaient. Il semble qu'au moment où la Nouvelle-France allait passer sous la domination anglaise, la Providence ait voulu apprendre aux Anglais comme aux Canadiens-français à s'estimer, à se respecter. C'est sous l'empire de ce sentiment généreux que les uns et les autres, réunis autour du monument élevé à la mémoire de Wolfe et de Montcalm, proclamaient que ces deux héros méritaient d'être confondus dans la même immortalité, et que non loin de ce monument, sur les mêmes Plaines d'Abraham, qui rappelait une victoire anglaise, ils en élevaient un autre destiné à immortaliser le souvenir du dernier combat, qui fut une victoire pour les armes françaises et surtout pour les Canadiens-français.

Dans les grandes luttes pour la conquête du gouvernement parlementaire et responsable, Anglais et Français se donnèrent la main, et même en 1837 et en 1838, les chefs de l'insurrection, dans le Bas-Canada, étaient deux Anglais, Wolfred et Robert Nelson.

Sans eux, sans leurs conseils et leur exemple, la population du Bas-Canada aurait-elle pris les armes? C'est une question.

Mais c'est en 1842 surtout que ce sentiment d'union et de fraternité se manifesta par des œuvres éclatantes. C'est, en effet, à l'alliance bienheureuse de Baldwin et de Lafontaine, ces deux illustres hommes d'Etat, dignes comme Wolfe et Montcalm de respect et d'admiration, que nous devons la conquête définitive du gouvernement responsable, de la liberté, et la consécration du principe de l'égalité devant la loi de toute race, de toute religion.

Ce sentiment subit des échecs parfois: il traverse des crises, des périodes d'excitation nationale, mais il surnage, résiste et s'affirme patriotiquement. On voit, à différentes reprises, les deux partis politiques, composés en majorité d'hommes d'origine anglo-saxonne, s'élever au-dessus des préjugés de race ou de religion pour reconnaître le mérite et le talent. Je crois avoir le droit de dire que ce sentiment reçut sa consécration définitive, lorsque l'un de ces partis accepta comme chef et comme premier ministre, un homme appartenant à la minorité française,